



« **Formation, insertion et emploi des jeunes en Afrique** »

Conférence des Ministres 2014 du PQIP/DCTP

Abidjan, 21, 22 et 23 juillet 2014

Hôtel NOVOTEL

NOTE CONCEPTUELLE

INTRODUCTION

La manifestation 2014 sur l'emploi des jeunes en Afrique se situe dans le cadre des activités du Pôle de Qualité Inter-Pays dans le domaine du Développement des Compétences Techniques et Professionnelles (PQIP/DCTP). Le PQIP/DCTP a été lancé en 2010 sous le leadership du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle de Côte d'Ivoire devenu entre-temps Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle (MEMEASFP). Il rassemble les Ministres en charge de l'Emploi et de la Formation d'environ 25 pays, francophones, anglophones et lusophones issus des diverses sous-régions du continent. Deux réunions des Ministres membres du Pôle ont eu lieu à Abidjan en juillet 2010 et en septembre 2011. Il est prévu d'organiser une troisième réunion pour juillet 2014.

Le problème de l'insertion professionnelle des jeunes et de leur accès au monde du travail a fait partie, dès le point de départ, des priorités du Pôle. La manifestation de 2014 traduit la volonté des Ministres de placer l'emploi des jeunes au cœur de leurs responsabilités et actions stratégiques et opérationnelles.

LE CONTEXTE GLOBAL CONCERNANT L'EMPLOI DES JEUNES

L'Afrique a connu une croissance annuelle de près de 5% ces dix dernières années, ce qui aurait dû normalement permettre aux pays du continent de résoudre le problème de l'insertion dans l'emploi des nombreux jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Mais les données disponibles sur la création d'emplois montrent que celle-ci est fortement déficitaire. Ainsi, entre 2000 et 2007, la population active africaine a augmenté de 96 millions pendant que les emplois ont cru seulement de 63 millions

(BIT) et quatre sur cinq des emplois créés l'ont été par l'économie informelle. Cette situation est allée de pair avec une forte dégradation économique et sociale de la situation des jeunes.

- Les jeunes constituent 60% de la population des chômeurs sans compter ceux qui sont découragés ou engagés dans un sous-emploi visible (BIT, Banque mondiale).
- Cette exclusion des jeunes du monde du travail a des conséquences néfastes sur leur évolution personnelle et professionnelle. Ainsi un jeune sur deux qui rejoint un mouvement d'insurgés déclare que le chômage constitue sa principale motivation (Banque mondiale). De même le développement professionnel futur des jeunes est largement déterminé par les compétences et l'expérience qu'ils accumulent ou au contraire n'ont pas la chance d'acquérir au début de leur vie professionnelle (OCDE/BAD).
- Les jeunes qui entrent dans le monde du travail occupent dans leur grande majorité des emplois précaires et n'ont, de ce fait, aucune garantie concernant la rentabilité et la permanence de leur activité professionnelle.

Toutes ces données montrent l'importance sinon l'urgence qu'il y a à aborder de manière concrète et efficace le problème de l'accès des jeunes au monde du travail. Leur exclusion de l'emploi constitue une véritable bombe sociale à retardement pour l'ensemble du continent africain et joue de manière négative sur la capacité des pays à lutter contre la pauvreté et à entrer dans le cercle vertueux du développement durable.

L'ACTION SPECIFIQUE DU PQIP/DCTP DANS LE DOMAINE DE L'EMPLOI DES JEUNES

Dès 2010, les Ministres et représentants publics et privés des divers pays membres du PQIP/DCTP ont affirmé leur volonté de tout faire pour que la formation et la professionnalisation de tous les Africains et notamment des jeunes, deviennent une priorité stratégique et opérationnelle au niveau de l'ensemble du continent.

En 2011, ces mêmes Ministres et représentants ont fortement insisté sur la nécessité de renforcer la coopération inter-pays dans le domaine de l'insertion des jeunes en développant l'apprentissage et toutes les formes de coopération avec le secteur privé : il s'agissait de permettre à ces jeunes d'acquérir les compétences susceptibles de favoriser leur entrée dans le monde du travail. Un séminaire inter-pays s'en est suivi en 2012 conformément à la recommandation des Ministres. Des experts venant de dix pays y ont analysé les difficultés et les contraintes empêchant les jeunes d'accéder à l'emploi ainsi que les réformes à mettre en œuvre pour rendre plus efficaces les diverses voies de leur insertion dans le monde du travail. Les travaux du séminaire seront présentés lors de la troisième réunion du Pôle prévue pour l'automne 2013.

La manifestation de 2014 se situe dans le prolongement de tous ces travaux. Elle s'adresse aux pays membres du PQIP/DCTP mais également aux pays du continent qui mettent en œuvre des réformes, expériences et innovations ayant pour objectif prioritaire l'accès des jeunes au monde du travail.

La manifestation a pour objectif d'engager une réflexion et une action en profondeur sur le type de mesures socioéconomiques à promouvoir et le type de compétences à développer pour que les jeunes africains puissent accéder à l'emploi et ainsi gagner décemment leur vie tout en participant au maximum à la création de richesse de leur pays.

LES OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE LA MANIFESTATION 2014

La manifestation a pour objectif principal de prendre à bras le corps le problème de l'emploi des jeunes qui constitue un des plus grands défis à relever par le continent africain pour lutter contre la pauvreté et plus fondamentalement assurer son développement durable. Elle a pour objectifs spécifiques d'identifier et d'analyser, préalablement à la rencontre, l'efficacité des dispositifs de formation, d'insertion et de création d'emplois que les pays ont commencé à mettre en œuvre pour prendre en compte les besoins réels du monde du travail et d'élaborer, en conséquence, un plan d'action à dimension régionale susceptible de faciliter significativement l'accès des jeunes au monde du travail.

IDENTIFIER ET ANALYSER L'EFFICACITE DES INTERVENTIONS PAYS CIBLEES SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La manifestation de 2014 ne réussira que si elle est précédée d'un important travail d'identification et d'analyse des expériences et actions menées, dans les divers pays du continent, pour donner aux jeunes le maximum de chances d'accéder au monde du travail. Cette opération sera réalisée selon un format défini et prendra en compte des mesures ciblées sur des objectifs tels que :

- l'investissement prioritaire dans le développement des compétences requises par les secteurs porteurs de croissance ou d'emplois ;
- la conception et mise en œuvre de dispositifs de formation alternée offrant le maximum de chances d'insertion dans les entreprises partenaires de ces dispositifs ;
- le renforcement des compétences professionnelles des entrepreneurs et maîtres d'apprentissage du secteur informel afin de les aider à mieux former et insérer les jeunes dont ils ont la charge ;
- la conception et mise en œuvre de parcours spécifiques d'inclusion sociale et professionnelle de populations particulièrement vulnérables ;
- la création de pôles d'expertise dans le domaine de l'appui à la création d'activités ou du renforcement des activités existantes ;
-

Il est prévu d'identifier et d'analyser de telles interventions dans plus de vingt pays de l'ensemble des sous-régions du continent. Cette identification et cette analyse seront réalisées de manière homogène avec l'accord et l'appui des responsables en charge de la formation et de l'emploi de chaque pays et avec le concours d'un ou plusieurs experts nationaux désignés à cet effet. Elles feront appel au soutien d'un certain nombre de partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux. Le travail aboutira, préalablement à la manifestation, à la constitution d'un document

décrivant les mesures phares retenues par chaque pays sélectionné ainsi que les critères de leur efficacité pour mener les jeunes à l'emploi.

PROPOSER DES VOIES ET MOYENS D'INVESTIR EFFICACEMENT ET DE MANIERE CONCERTEE ET MUTUALISEE DANS L'EMPLOI DES JEUNES

La présentation et l'analyse des dispositifs et parcours mis en œuvre par les pays pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi permettront de dégager des critères d'efficacité pour les actions à mener ou à concevoir en vue de combattre au maximum les situations de chômage ou d'exclusion des jeunes hors du monde du travail.

Le dialogue inter-pays entre pouvoirs publics en charge de l'emploi et de la formation des jeunes, organisations économiques et professionnelles et acteurs de la société civile aura pour effet d'aboutir à des propositions d'action et à des recommandations en vue de :

- réformer les dispositifs et parcours de développement des compétences des jeunes afin de mieux les cibler sur les besoins réels du monde du travail ;
- orienter les jeunes vers des emplois existants et accessibles ;
- faciliter le passage des jeunes de la formation à l'emploi ;
- concevoir des mesures incitatives susceptibles d'inciter les entrepreneurs des économies formelle et informelle à embaucher des jeunes ;
- créer des emplois dans les métiers et secteurs d'activité considérés comme créateurs de richesse et de valeur ajoutée aux niveaux national, sous-régional et régional ;
- concevoir des mesures de soutien efficaces à la création d'activités par les jeunes eux-mêmes ;
-

La manifestation aura pour résultat global la proposition de plan d'action à dimension régionale dans le domaine de l'emploi des jeunes. Il s'agira de créer une mobilisation forte, inter-pays, autour de l'urgente nécessité à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'accès de tous les jeunes au monde du travail.

Le PQIP/DCTP pourra à ce niveau servir d'espace de dialogue et de suivi pour la mise en œuvre de ces mesures et en faire sa thématique de travail pour 2014/2015.

PROCESSUS ET CALENDRIER DE TRAVAIL

La préparation de la manifestation se fera selon les étapes de préparation et le calendrier suivant.

PHASES DE PRÉPARATION	DATE DE RÉALISATION
Proposition d'un modèle d'analyse, d'évaluation et de présentation des expériences identifiées	Fin août 2013
Identification des pays ayant des expériences emploi/formation à analyser et à valoriser	Octobre/novembre 2013

Finalisation des accords entre les pays, l'ADEA et les PTF (AFD, BAD, CRDI, GIZ, LuxDev, NORRAG, OIF...) sur les modalités de réalisation des études de cas et contractualisation avec des experts pays	Septembre/novembre 2013
Début de l'analyse des expériences pays	Janvier 2014
Réunion des experts pays	Fin mars 2014
Fin de la rédaction des rapports pays	Fin avril 2014
Esquisse d'une première synthèse et proposition d'un programme prévisionnel de la manifestation	Fin mai 2014
Envoi des lettres d'invitation et du programme prévisionnel de la manifestation	Début juin 2014
Envoi du programme définitif et du document servant de base de travail à la manifestation	Fin juin 2014
Réalisation de la conférence	21-22-23 juillet 2014

BUDGET

Le budget de la manifestation bénéficiera d'un triple financement.

- Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle (MEMEASFP) prendra en charge les frais d'accueil, de déplacement sur Abidjan et d'autres frais annexes (secrétariat, pauses café, dîner de gala...);
- Les partenaires techniques et financiers (AFD, BAD, CRDI, GIZ, LuxDev, NORRAG, OIF...) financeront la réalisation des études de cas dans leurs pays d'intervention et, si possible, les coûts de participation à la manifestation des délégués publics et privés de ces pays ;
- L'ADEA prendra en charge les coûts de participation des autres délégués pays ainsi que les frais d'organisation, de traduction et d'expertise de la manifestation.